SITUATION

DES

CLASSES AGRICOLES

PAR

TH. DESDEVISES DU DÉZERT

Membre d'honneur de la Société normande de Géographie et de la Société de Géographie de Tours,
Professeur de Géographie à la Faculté des lettres de Caen.

TOURS
IMPRIMERIE E. ARRAULT ET Cie
6, RUE DE LA PRÉFECTURE, 6

—

1886

3 38.1
D4565

LIBRARY
UNIV. OF ILL.
URBANA

Extrait de la *Revue* de la Société de Géographie
de Tours. — Aout 1886.

338.1
D 4565

SITUATION DES CLASSES AGRICOLES

La situation financière, industrielle, commerciale et agricole de la France frappe aujourd'hui tous les esprits ; il semble qu'on sente un arrêt dans la force vitale du pays, et que le cœur n'ait plus que des battements irréguliers ; la richesse nationale est interrompue dans son développement ; cette belle France, déjà si éprouvée dans sa gloire, serait menacée dans son aisance, peut-être dans ses épargnes, et les vaches maigres succèderaient aux vaches grasses. Tout se dit, se commente, se grossit, et comme le courage, du moins le courage civil, n'est pas précisément très commun, que l'idée de réduire ses dépenses ne sourit à personne, on se prend à désespérer, ou bien on se perd dans de vaines déclamations.

Cependant, si on y réfléchit bien, rien n'est plus explicable, et quand il n'y aurait que ce que l'on a pu constater depuis quinze ans, si, comme on l'a dit, le mal connu est bientôt conjuré, cela devrait suffire à nous guérir. Les causes de la crise dont nous souffrons sont de bien des sortes. La guerre de 1870 a diminué notre territoire de quinze à seize mille kilomètres carrés et de dix-huit cent mille habitants ; la liquidation des frais de toute sorte, après cette guerre maudite, a accru la dette publique de huit milliards, et les dépenses annuelles de trois cent cinquante millions ; la réorganisation de la défense nationale sur terre et sur mer, le développement de l'instruction publique à tous les degrés, celui des travaux publics, et principalement des chemins de fer, les entreprises de colonisation, toutes choses excellentes, ou même nécessaires, mais qui ont le tort de venir toutes ensemble, ont doublé le budget en seize ans, et porté les charges du pays à trois milliards et demi. Enfin les impôts nouveaux ont été généralement mal choisis : ils ont atteint les éléments mêmes de la prospérité publique, c'est-à-dire les matières premières, les transports, les transactions, la fabrication, c'est-à-dire encore le mouvement et la vie, et on a vu les sources des revenus se tarir à mesure de la multiplicité des dépenses et de leur augmentation.

L'industrie nationale a été certainement atteinte, et ce n'est pas dans les provinces de l'Ouest que cela pourrait être

17 Q 2 0 5 1 MB
28008 Geuthner .15

contesté. Depuis quinze ans les nations voisines, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, se sont mises au travail avec un matériel tout neuf, et ont fait des progrès que le prix inférieur de la main-d'œuvre explique suffisamment. L'indifférence de nos grands commerçants, les prétentions excessives de leurs ouvriers ont rendu le succès facile. Sur plus d'un marché étranger, dont le monopole semblait nous être acquis, comme le Japon, le Chili, les Etats-Unis, nous avons été maltraités par la concurrence étrangère ; nos représentants n'ont pas remué, nos fabricants ont conservé leur attitude, et la déloyauté bien connue des Allemands et des Anglais a fait le reste. En France même, où l'article 13 du traité de Francfort assure à l'Allemagne sur nos marchés nationaux le traitement de la nation la plus favorisée, non seulement l'Allemagne nous a inondés de ses produits, mais les produits des autres peuples, anglais, belges, hollandais, suédois nous sont arrivés sous une marque allemande par notre frontière du nord-est, et ont achevé de décourager les producteurs. Enfin, pendant que, victimes de notre inertie, nous sommes exploités journellement par les traités de commerce, les autres peuples s'acharnent à compléter notre ruine en relevant les droits protecteurs, qui équivalent sur leurs propres marchés à l'interdiction des produits français.

L'agriculture n'est pas moins éprouvée que l'industrie, et les dommages encourus, d'une importance si considérable, d'une réparation si délicate et si difficile, s'ajoutent aux pertes industrielles. Le phylloxera, le mildew ont failli ruiner nos vignes, et nous coûtent, bon an mal an, douze millions d'hectolitres de vin, représentant cinq ou six cents millions de francs. Pour ce seul article, où nous étions presque sans rivaux, nous avons à supporter la concurrence de l'Espagne, de l'Autriche-Hongrie, de l'Italie, même à l'intérieur de la France ; l'Angleterre et l'Allemagne encombrent le monde entier de produits falsifiés, et les vins de Bordeaux de tout crû sont imités chimiquement sans un grain de raisin. Dans la vallée du Rhône, d'autres fléaux ont sévi sur les vers à soie, et Lyon, qui était il y a vingt ans la métropole du commerce des soieries, a vu sa production diminuer d'un quart. Milan la serre de près ; elle a aussi des rivales redoutables en Angleterre, en Silésie et jusqu'à Berlin. L'Italie, encouragée par son climat, se couvre de mûriers et de manufactures.

Ce n'est pas tout encore. Dans le Vaucluse, l'alizarine a tué la culture de la garance, qui donnait de très beaux bénéfices; il a fallu y renoncer subitement. Le bétail étranger commence à envahir nos marchés; l'élevage du mouton diminue dans des proportions inquiétantes; les bœufs anglais, les moutons allemands affluent sur les marchés de Paris' se vendent aux halles où le bas prix fait oublier la qualité; bientôt la viande fraîche nous sera apportée par la vapeur de tous les marchés de l'Amérique. La concurrence habile, incessante, n'épargne même pas le blé national.

Telle est, à grands traits, notre situation, comme du moins elle paraît résulter des plaintes qui éclatent de tous côtés, et du langage de ceux qui s'en font l'écho habituel, souvent intéressé. Partout dans la presse, locale et centrale, dans le Parlement, dans les conseils généraux, dans les assemblées publiques, on ne tarit pas sur la décadence du commerce et de l'industrie, et cela paraît si évident que les mieux intentionnés se contentent de trouver le tableau exagéré. Cependant, si la situation est grave, elle est loin d'être désespérée, et, chiffres en main, sans nier rien de ce qui précède, il est facile d'établir que la France demeure la plus riche des nations du continent Européen. Ainsi son commerce d'importation et d'exportation, et le chiffre annuel de ses affaires, dépassent encore, pour l'année 1885, le chiffre des dernières années de l'empire, regardées alors comme exceptionnellement prospères. Mais je ne veux pas abuser de la comparaison, et il serait absurde de nier que le crédit public soit atteint. Oui, l'industrie et l'agriculture traversent une crise qui, pour sévir partout, n'en est pas moins douloureuse et inquiétante : l'échange des idées sur un pareil sujet s'impose à tous les esprits, et c'est un devoir de l'essayer.

D'abord, dégageons la question politique. Le crédit public n'est pas si bas qu'on veut bien le dire, puisque les fonds d'Etat, qui en sont le régulateur, n'ont pas été aussi élevés depuis bien longtemps. Sans doute les budgets sont chargés, et, si la progression continuait, ils seraient bientôt irrecouvrables ; une direction circonspecte et économe, qui ne précipite rien, et qui tient compte de tout, leur rendra avec le temps l'élasticité nécessaire. Quand un gouvernement, choisi parmi les élus, repose uniquement, comme en France, sur le suffrage de tous, il a le premier tout intérêt à bien faire, à découvrir et à appliquer le remède.

De même la crise industrielle s'atténuera si l'outillage se

perfectionne et se maintient au courant des découvertes, si le fabricant veille mieux à ses affaires, si, comme, après tout, c'est son métier, il court au devant de la fortune, au lieu de l'attendre chez lui, si l'ouvrier consent de son plein gré, et dans son propre intérêt, à proportionner son salaire non à ce qu'il serait juste qu'il fût, mais à ce qu'il est possible de lui donner en face de la concurrence; si enfin les Français intelligents cessent d'encombrer les bureaux des administrations et des ministères, s'ils triomphent de l'amour du galon et de la paresse d'esprit, s'ils ne croient plus déroger en faisant preuve d'initiative, en essayant d'être quelque chose, et surtout d'être quelqu'un.

La crise agricole sera évidemment la plus difficile à conjurer et la plus longue, parce que sur plus d'un point elle est due à des causes naturelles, que l'homme est presque impuissant à combattre, et les idées nouvelles pénétreront plus difficilement et plus tard dans les masses profondes de la population rurale. Mais elle aussi, elle sera conjurée, si on est persévérant ; on le voit déjà par quelques résultats.

Ainsi, dans le sud et dans l'est, le phylloxera a détruit complétement une notable partie des vignobles les plus riches, et ruiné absolument leurs possesseurs ; on a pu dresser la carte de ses ravages, qni était d'une navrante exactitude ; et, malgré les efforts les plus ingénieux et les plus patients, un moment on a cru tout perdu. La science n'a pas trouvé le remède (ce qui ne veut pas dire tout-à-fait qu'elle ne le trouvera pas, mais ce qui prouveque c'est difficile). Elle a déjà trouvé des palliatifs, qui, bien appliqués, arrêtent le progrès du mal. Atteints dans leur fortune, les propriétaires ont conclu des alliances, formé des ligues véritables contre l'ennemi commun, et, comme dans un incendie, le foyer a été attaqué de tous les côtés en même temps. Tantôt on a pratiqué l'injection au sulfate de carbone, tantôt l'inoculation mercurielle, ou d'huiles minérales ; tantôt on a submergé les vignes malades, et fait périr dans un bain prolongé l'animal lui-même ; tantôt on a renouvelé entièrement les cépages, et substitué au plant attaqué le plant américain, moins délicat, mais plus robuste. Partout où l'on a déployé un véritable courage, et montré une entente véritable, il y a eu des résultats. Enfin l'industrie est venue en aide à l'agriculture ; à Cette, à Bordeaux, quand le raisin de France faisait défaut, on a fabriqué avec du raisin espagnol des vins français, et cette année même la récolte a dépassé

toutes les espérances dans certaines régions de notre colonie d'Afrique.

Nous connaissons, au moins dans leurs principaux résultats, les beaux travaux de M. Pasteur sur les maladies des vers à soie, et ce Messie des grandes œuvres, qui a couvert de ses disciples le territoire tout entier, a été pour l'industrie lyonnaise un véritable sauveur. Grâce à lui, et à toute une génération de savants formés à son école, on a pu soumettre la graine à un examen rigoureux, reconnaître sûrement celle qui était défectueuse ou tout à fait mauvaise ; on a perfectionné le régime des magnaneries, établi pour le précieux insecte de véritables hôpitaux, créé de toutes pièces toute une thérapeutique, renouvelé la graine en allant la chercher au berceau même, comme pour la vigne on avait renouvelé le plant ; on a acheté des soies étrangères, qui ont provisoirement alimenté la fabrication, et réparé en grande partie le mal par le triage sur place, ou par l'importation. Les dernières dépositions de la commission du Tonkin ont signalé l'importance à venir de notre nouvelle colonie pour une industrie qui figure chez nous parmi les plus brillantes et les plus fructueuses.

On a parlé de la garance, et c'est ici le lieu de dire avec Gambetta, qui avait souvent le mot juste et le sens profond : Eh bien ! faites autre chose ! Autrefois on teignait avec de la gaude ; on cardait avec du chardon. Aujourd'hui ces cultures ont disparu, parce qu'elles n'ont plus de raison d'être : tout se transforme autour de nous, et il n'y a pas de droit acquis contre le progrès. Les paysans du Vaucluse et de la Drôme ont fini par le comprendre. Au lieu de la garance, qui les a longtemps enrichis, mais qui ne suffit plus, ils cultivent le pastel, le sorgho, le china-grass ; ils plantent des mûriers et des oliviers, et leurs excellentes terres répondent à leurs efforts ; ils reboisent leurs montagnes ; ils émigrent en Algérie, et y trouvent rapidement l'aisance en se faisant vignerons ou planteurs d'alfa. Pourquoi donc, en effet, s'obstiner à défendre une cause impossible, et vouloir, comme les Anglais en 1813 et 1814, écouler à toute force quand tout le monde est pourvu ? L'offre n'est acceptable que quand elle correspond à la demande ; quand elle s'impose, elle réussit quelquefois dans les autres continents, chez des peuples faibles, naïfs, incapables de se défendre : en Europe, il faut se résigner à user d'autres procédés, céder, si on ne peut pas vaincre, et changer, comme on le dit, son

fusil d'épaule, si on se sent fatigué, ou incapable de le porter plus longtemps.

Pour le blé, qui, dans certaines provinces de France, comme le haut Languedoc, la Beauce, la Normandie, la Flandre, est une culture principale, le problème est plus grave, et la solution plus difficile. Il faut d'abord se bien pénétrer de cette idée : c'est que, ce que des hommes font, d'autres hommes peuvent toujours le faire, et la concurrence, juste en elle-même, quand elle se fait dans des conditions égales, ne ruine que les fainéants et les maladroits. Si les blés étrangers arrivent en France à si bon marché, les raisons ne manquent pas pour le faire comprendre. Ou bien ils sont récoltés en quantités immenses dans des terres encore vierges, comme l'Ohio, le Wisconsin, l'Indiana et la Californie, ou bien ils poussent presque à notre portée dans la plaine hongroise, ou dans le terreau noir de la Russie. Cela nous apprend que la culture du blé ne doit s'entreprendre que dans les meilleures conditions, et sur les fonds les plus riches, comme la Limagne, la Beauce, le pays de Caux, la campagne de Caen. Il faut y renoncer partout où le blé national serait inférieur en rendement ou en qualité au blé russe ou américain. Mais il faut en même temps songer à perfectionner la culture, car la terre anglaise, moins fertile que la nôtre en général, a un rendement double et triple. Il y a donc là quelque chose à faire ; les enseignements et les moyens ne nous manquent point ; comme l'enseigne le grand fabuliste, c'est toujours le fonds qui manque le moins.

D'autres causes doivent être prises en considération, et ne peuvent pas toutes être combattues. Par exemple, la culture, dans ces pays privilégiés, se fait à des conditions d'un bon marché exceptionnel ; en Russie, on obtient à vil prix le travail des paysans ; en Amérique, les bras sont partout remplacés par des machines, les routes par des chemins de fer, et les chemins de fer eux-mêmes par de gigantesques steamers dont un seul voyage emporte la récolte d'un canton. Il ne peut plus chez nous être question du travail servile ; toutes les crises, agricoles ou autres, seront à jamais impuissantes à le rétablir, et nous n'avons plus d'autre régime que celui de la liberté, mais les machines, l'Américain, libre comme nous, les emploie, et ce serait là un bon exemple à imiter.

Il y a ici un côté extrêmement intéressant du problème, dont nécessairement nous devons nous préoccuper. D'abord tous les terrains ne se prêtent pas à toutes les

machines, si pour le battage on peut partout les employer; puis il y a le prix ; il y a aussi l'art de les conduire ; il y a la difficulté de les réparer, quand elles ont souffert. Souvent encore, en France, l'emploi de la culture mécanique est rendu impossible par l'extrême division de la propriété. Cette division est arrivée sur beaucoup de points au morcellement, à l'émiettement, et le produit ne répond pas toujours à ce partage excessif. Il n'y a que deux moyens d'y remédier et nous doutons qu'ils soient suffisants. L'un de ces moyens est, comme on le dit en style juridique, adéquat au mal ; il tend au rétablissement de la grande propriété par l'adoption de la liberté testamentaire ; il trouverait contre lui en France la majorité qui, il y a soixante ans, a protesté contre le rétablissement du droit d'aînesse, et il aurait politiquement les inconvénients les plus graves ; il est impossible.

L'autre moyen, simple palliatif, est l'organisation de la grande culture par une sorte d'association qui s'impose, sans supprimer la petite propriété, et il y a des pays où ces syndicats entre petits et grands propriétaires fonctionnent admirablement, au profit de tous, sans provoquer ni plaintes ni murmures. Mais, outre que son action ne saurait être que lente et incomplète, cette organisation conduit inévitablement à la propriété collective qui tue ce qu'il y a dans l'homme de meilleur et de plus fécond, l'indépendance du caractère. C'est la donnée socialiste ; c'est le mir croate, c'est la commune russe ; c'est pour les déshérités un servage déguisé.

Il faudra cependant choisir. D'un côté les droits protecteurs sur les blés, qui sont une denrée de première nécessité, sont injustes ; ils peuvent engendrer des disettes, ils sont en partie à la charge du pauvre, qui paie deux fois, quand il ne devrait pas payer une fois ; enfin ils ne remédient à rien. D'un autre côté l'abaissement du prix des taxes, qui, d'ailleurs, si fort qu'il soit, ne nous ramène pas aux prix d'il y a cinquante ans, est une conséquence de la diminution de la richesse publique, et il faut s'y résigner. Enfin, il en est de même de l'abaissement des salaires, qui s'imposera sans doute, sans remédier davantage au mal, et qui peut, au milieu de l'ignorance générale, engendrer des résultats fâcheux. Là comme partout, dans l'agriculture comme dans l'industrie, la grande production, qui seule peut vendre à bon marché, tuera la petite production, mé-

diocre et chère. Le paresseux et le sot sont menacés dans le monde moderne comme la bête à laine par le loup.

A la brebis tondue
Dieu mesure le vent.

Dieu, oui ! mais l'homme, jamais ! chez l'homme tout est extrême, surtout en fait d'intérêt, et l'homme, animé par la cupidité, ne mesure rien, ne lâche rien.

Voilà le langage tenu par les économistes ; statistiquement, ils ne disent rien de plus ; politiquement, quand ils s'en mêlent, ils sont plus courtois : ils délaient, mais c'est quasi semblable ; ils ont froidement raison. Seulement, de même que dans leurs investigations ils oublient le remède, de même dans leurs argumentations ils me paraissent oublier un terme, incapable, il est vrai, d'entrer dans la statistique, le sens moral. C'est par cet élément nouveau, peut-être de quelque valeur, que je vais terminer cette étude. Laissons pour un moment l'industriel, qui, dans notre thèse du jour, n'est qu'un appoint, et parlons de ce qui nous touche surtout, c'est-à-dire des ruraux, comme on les appelle imprudemment et impertinemment.

Les ruraux sont, dans la nation, la classe la plus utile et la plus nombreuse ; ils peuvent tout quand ils s'unissent, et quelquefois ils le prouvent : nous le savons. Qu'ils le fassent toujours, avec intelligence, ou même avec conviction, c'est une autre affaire, et je sais bien là-dessus quelle est mon opinion. Mais ce que je ne puis leur contester, c'est que leur travail nourrit tout le monde, et qu'on se passerait de tous, même de nous, avant de se passer d'eux. C'est dur, mais c'est évident. Or, tous le reconnaissent dans le monde civilisé : le paysan français, pris dans son ensemble, est le type du paysan, et, de même que la nation lui doit sa vie de chaque jour, de même, dans les temps d'épreuve, c'est avec son sang qu'elle se défend contre ses ennemis.

Ce paysan, dont la crise nous atteint, n'est pas né d'hier ; il a son histoire, longue et douloureuse, dont des mains pieuses ont laborieusement recherché les détails dans l'interminable série des voyageurs, des historiens, des économistes, des auteurs de mémoires. On la soupçonnait à peine il y a cent ans ; elle éclatait en quelque sorte par boutades dans La Bruyère, Saint-Simon, et Mme de Sévigné. Aujourd'hui des enquêtes scrupuleuses, aussi remarquables par l'authenticité du fond que par le classement lumineux des

matériaux, et la clarté saisissante de la forme, ont relié le passé au présent de mille façons solides ou ingénieuses. L'œuvre se poursuit sur tous les points, perpétuellement soumise à notre contrôle, et rien ne nous échappe de ce qui peut nous instruire ou nous intéresser.

Eh bien ! prenons de ces documents si variés la substance, et voyons rapidement ce qu'était encore de nos jours, au sortir des guerres du premier empire, le paysan tel qu'il nous avait été transmis par la Révolution française.

Physiquement la race n'est pas toujours belle, et même, si nous en jugeons par notre pays de Normandie, qui est dans la bonne moyenne, elle est laide le plus souvent. Que de fois il nous est arrivé, dans des réunions nombreuses, telles que les foires et marchés, de chercher quelque visage qui nous agrée, quelque physionomie qui nous attire, et de ne rien trouver du tout, mais rien du tout ! Le type est laid, au moins dans le Nord, mais il est énergique ; cela tient peut-être au croisement des races ; cela tient surtout au sol, plus ou moins fertile, à la vie, plus ou moins facile, au climat, sain sans doute, mais humide ou rigoureux. Il faut se garder de confondre la plaine de Caen, par exemple, ou le plateau de St-Sylvain, avec la Grèce et l'Italie, et ce n'est pas avec des hivers de six mois, de la neige, des pluies persistantes, que l'on peut avoir le corps élégant, la peau blanche, et les yeux brillants. Mais, si on n'est pas beau, on est solide ; le bras est robuste, l'estomac excellent ; on résiste à toutes les épreuves, et on dure longtemps.

Ce qui distingue le paysan des derniers siècles, c'est l'amour du toit paternel, dont il ne s'éloigne qu'à regret, où dans tous les cas il revient toujours, et le Breton pense comme le Normand, ce qui prouve qu'il ne s'explique pas chez lui par la bonté du sol et l'abondance des produits. Pourtant quelle pénible existence on menait il y a un demi-siècle dans la plupart des chaumières bretonnes ou normandie ! Si nous nous reportons aux années qui précèdent la révolution de 1830, on trouve partout l'obéissance forcée, rigoureuse, absolue ; les coups n'y sont pas rares, donnés parfois sans mesure, subis toujours sans résistance et même avec un certain respect. C'est le droit du père, droit reconnu et indiscuté; c'est encore le droit de la mère, fort admis dans la pratique ; c'est le droit de l'aîné sur ses cadets. On ne s'en aime pas moins ; on ne s'en porte pas plus mal, et, dans les dures épreuves de la vie rurale, où la lutte est

constante, c'est un trait de plus, qui discipline et qui n'étonne pas. L'autorité exercée par un père qui est rude pour lui-même et qui donne l'exemple est un souvenir dont on s'enorgueillit, dont on a peut-être senti le profit, et que l'on rappelle avec une certaine fierté: on a été bien élevé ! Partout cela est constaté, même au commencement du temps présent; il y a des contrées où cela dure encore, non au même degré, ni avec la même intensité, mais ce ne sont que des nuances, et l'ancien régime, sous lequel les populations rurales se sont développées lentement pendant cinq ou six cents ans, nous montre partout la plénitude du pouvoir paternel.

Partout aussi le père dispose à son gré de son bien, et sa volonté est acceptée ; il y a des différences, et aucune coutume ne se ressemble absolument. Ce qu'on y voit de plus clair, du moins en Normandie, ce sont, dans les contrats, les précautions infinies prises pour la conservation du bien, même quand on le donne, et l'attirail des clauses accumulées pour que celui que l'on pourvoit ne puisse ni aliéner ni endommager ; c'est une pragmatique-sanction pour des parcelles qui ont souvent moins d'un hectare, pour un mobilier qui ne vaut pas dix écus au soleil; cela lie sans doute : on ne l'ignore pas, mais cela conserve, et on aime mieux entraver que compromettre. Ce sentiment de défiance n'a que trop de raison d'être après tant de siècles d'oppression ; il règne sans rival au fond du cœur de tous les paysans; il préside aux transactions entre voisins et entre parents, aussi bien qu'aux contrats faits entre hommes qui n'ont aucun lien de parenté.

La famille demeure groupée autour du père ; quand le patrimoine est suffisant, on le divise sans se séparer. De là de petits villages qui ont été originairement la propriété d'une seule famille, et où le clan s'éternise dans une véritable médiocrité. Chacun y bâtit sur son fonds sa maison selon ses besoins ou ses ressources, sans chercher à mieux faire que les autres, sans provoquer le blâme ou l'envie : le respect de l'opinion et de la coutume est la preuve d'un bon esprit, et chacun y tient. Partout du nord au midi, dans le pays basque et dans l'Auvergne comme dans le Limousin et dans les Flandres, le nom d'une famille devient le nom d'un hameau. Dans le Midi on dira : chez André, chez Antoine; c'est l'usage depuis Agen jusqu'à Chambéry. Dans notre zône la désinence s'ajoute au nom de famille, et quelquefois elle

est d'une rare audace. Comme chez les anciens Germains la parenté est étroite ; on cousine volontiers, même à des degrés où il n'y a plus de cousins. C'est un honneur que l'on fait et que l'on reçoit, quand ce n'est pas une force.

On se représente aisément dans ces conditions ce que peut être la vie de chaque jour, ce qu'est la culture de la terre, et comment elle est entendue. Si l'on est fermier, la première préoccupation, c'est de faire assez d'argent pour s'acquitter envers le maître, pour payer les impôts, quand on les paie ; ce n'est qu'après le maître qu'on pense à soi ; les domestiques et les servantes ont des gages invraisemblables et une besogne écrasante ; ils n'en paraissent pas souffrir, parce qu'en général on les traite avec humanité ; ils vieillissent dans la maison dont ils ont pris les habitudes, et leur fidélité, leur dévouement sont à l'épreuve. Quand on peut s'en passer cependant, on s'en passe, et dans les nombreuses familles tous, fils et filles, concourent à l'œuvre commune, mettant leur amour-propre à bien remplir la tâche qui leur est échue, à faire dire d'eux pour l'un comme pour l'autre sexe : c'est un bon sujet. Le père seul paraît avoir des loisirs, et c'est dans le fond lui qui est le plus chargé. Quand tout le monde repose autour de lui, il fait ses calculs, son plan pour le lendemain ; levé le premier, quand c'est nécessaire, il met tout en train, il surveille le travail ; avant qu'il songe à rentrer au logis, il faut que tout marche, et que, bétail et gens, chacun soit à sa place, qu'il ne manque rien.

Si le père de famille ne cultive que son bien, c'est toute autre chose : le cadre se rétrécit et les difficultés augmentent ; des miracles s'accomplissent chaque jour sous le toît le plus modeste, à peine clos, souvent mal couvert, où l'on pense aux animaux avant de penser à soi. Ce bétail que l'on élève, c'est à peine si on en goûte aux quatre bonnes fêtes ; tout s'envole aux marchés ; à peine une vieille poule, un canard étique échappent-ils à la vente pour quelque fête de famille, ou, en cas de maladie, pour faire du bouillon. Le peu de beurre que l'on garde ne se mange jamais frais ; la graisse est vieille, parce qu'elle a plus de force ; le pain a souvent quinze jours et plus ; le lard est rance : tout est calculé pour dépenser moins, et c'est l'économie que l'on cherche, une économie nécessaire dans une situation aussi réduite. La femme, en se mariant, apporte pour toute sa vie ses vêtements et son linge, si ménagés que souvent son armoire se vide pour équiper ses filles ou ses brus ; la laine de quelque

brebis, confiée au teinturier et au tisserand, donne le droguet dont les hommes s'habillent. L'essentiel est de tout vendre et de ne rien acheter. Si l'on s'arrête à boire, on se dérange ; le fils qui s'y hasarde est tancé ; quand c'est le père, tous en gémissent, sans que son autorité en souffre : il fait mal sans doute, mais il est le maître, et on le respecte même dans ses excès.

Il faudrait que la terre fût bien ingrate, quand la culture est comprise de cette façon ; si la culture n'est pas intensive, le travail l'est, ce qui est aussi sûr, et plus à portée de chacun, car tout le monde a des bras. Il n'y a dans ce tableau rien d'outré ; il résume, sans exagération, les sources les plus authentiques, ou bien encore ce dont j'ai été témoin moi-même, car je suis d'un pays et déjà d'un âge qui me permettent de dire : j'ai vu cela. Mais, diront quelques hommes que cela importune, à quoi bon ces mœurs d'un autre âge, et qu'est-ce que cela peut avoir de commun avec la crise dont nous souffrons ? Je ne suis pas de cet avis : je trouve que cela importe beaucoup, et voici pourquoi.

Aujourd'hui, grâce à des progrès sans nombre, que chaque jour accroît, et dont tous nous jouissons, les conditions de l'existence sont changées, et la solidarité, qui existait à peine entre les habitants de deux cantons, existe étroite, obligatoire, qu'on le veuille ou non, entre toutes les nations civilisées ; les distances ont été supprimées par le télégraphe, qui permet sur place toutes les spéculations, et par la marine à vapeur, qui triomphe de toutes les distances ; la concurrence, garantie par tous les traités, règne sur tous les marchés, et dans cette concurrence les choses de première nécessité, l'alimentation, l'habillement, le mobilier, sont largement représentées. Il en résulte pour les moins favorisés une situation infiniment meilleure, une certaine aisance à laquelle ils ne renonceront pas facilement. Mieux logés, plus sainement du moins, mieux vêtus, mieux nourris, ils sont, à ressources égales, beaucoup plus heureux que leurs devanciers, et, loin d'en être jaloux, nous devons essayer d'augmenter encore ce bien-être, car, dans un gouvernement républicain, l'aisance est la sœur de la liberté. Tout nous oblige à penser ainsi, et principalement la fraternité ; souhaitons que tous nos concitoyens soient aisés, qu'ils participent au progrès de la richesse publique dans la mesure de leur travail, et bientôt nous les verrons devenir meilleurs, plus instruits, plus tolérants, nous les verrons arriver par le

respect d'eux-mêmes au respect d'autrui, qui est la base la plus solide de l'ordre public.

Il y a encore deux points à examiner : le côté économique extérieur, si je puis m'exprimer ainsi, qui est tout politique, et le côté économique intérieur, qui est tout social. Je le ferai sobrement, comme il convient dans de pareilles matières où le silence serait coupable, où cependant il ne faut pas parler trop haut, ou même trop parler.

Extérieurement nous ne pouvons pas grand'chose ; les armes qu'on emploie contre nous, on en a longuement aiguisé la pointe, et des traités que nous avons signés l'épée sur la gorge nous obligent à tout supporter. C'est ce que notre implacable adversaire appelle énergiquement un Sedan commercial. Pour cette œuvre basse, encore plus sûre que l'autre, il a trouvé partout des complices, parce qu'il y avait partout à toucher des dividendes, mais la débâcle est lente au gré de ses désirs, et, pour peu que l'on s'entende, elle s'arrête. Je le répète : l'Etat, lié par des actes diplomatiques, ne peut rien contre des textes formels, et c'est seulement en dehors de ces textes que son action peut s'exercer utilement en prenant mille précautions. Mais nous particuliers, nous pouvons mieux, en ne nous laissant pas séduire par un bon marché qui ne s'obtient qu'aux dépens de la qualité, en faisant nous-mêmes dans nos villes et dans nos campagnes le blocus des produits étrangers, en réservant notre préférence pour les produits nationaux, en nous éloignant silencieusement et sans tapage des étrangers qui vendent leurs marchandises. Si cela était pratiqué avec ensemble, et que les négociants français rendissent le mouvement possible en activant leur fabrication, et en la refaisant plus accessible, la crise serait conjurée de ce côté, sans que l'étranger pût s'en plaindre ; le moyen serait légitime, et, commercialement, il n'y aurait plus de Sedan.

Il faudrait encore que la population ouvrière des villes, qui consomme si volontiers, et qui alimentairement ne produit rien, cessât d'avoir pour la population des campagnes ce mépris et ce sans-gêne qui sont tout à fait de mauvais goût et d'une parfaite injustice. Qu'ils le sachent bien, ou plutôt qu'ils ne paraissent plus l'ignorer, car ils ont l'esprit trop ouvert pour ne pas le savoir : en ville et à la campagne, en haut comme en bas, dans les champs comme dans l'atelier, il n'y a que des ouvriers, et tous sont solidaires. Prétendre que les salaires doivent s'élever, et le travail diminuer, c'est

ouvrir par le chômage la porte toute grande aux importations, que le chômage advienne par une grève ou par la fermeture des ateliers de fabrication. On le sait bien dans notre région industrielle, où les usines qui se ferment, les industries qui disparaissent ne se comptent plus, et nous connaissons des villes qui ont perdu en quelques années le tiers de leurs habitants, des ateliers qui ont renvoyé les cinq sixièmes de leur personnel. Sans doute il est bon d'avoir à bon marché les denrées essentielles, et de vivre mieux que par le passé, mais on ne peut pas boire le lait sans nourrir la vache, et il faut se garder de tuer la poule aux œufs d'or.

Et vous, chers et bien chers paysans, dont j'ai esquissé rapidement les anciennes mœurs, vous commencez à comprendre, surtout dans l'Ouest, où je veux en venir. Voyez d'où vous êtes partis, et où vous êtes arrivés, voyez où cette parole néfaste : « Enrichissez-vous ! » tombée alors de bien haut, vous a conduits ; songez à ce qu'étaient vos pères, à ce que vous êtes devenus, à ce que seront demain vos enfants. N'avez-vous pas à examiner, vous aussi, si tout a été profit dans la période qui vient de finir ? Etes-vous bien sûrs d'avoir toujours raison dans cette hausse incessante des prix et des bénéfices ? Etes-vous surtout bien certains d'y gagner à la longue, et n'y a-t-il rien à défalquer dans ces chiffres ? Etes-vous en plein repos de conscience dans cette satisfaction croissante de vos appétits ? Je n'entends pas par là *l'appétit lui-même* : vous arriveriez volontiers à ce genre de sécurité, grâce à la solidité de vos ancêtres ; j'entends la possibilité d'y suffire, la perpétuité des ressources, celle du gain, la certitude d'être toujours bien servi. Pensez-y donc, puisque l'État ne peut pas grand'chose (il est trop facile de l'établir). Ceux qui tiennent un autre langage sont les premiers à savoir le contraire, et ils feraient certainement pis s'ils étaient les maîtres. Pensez-y ; puisque vous ne pouvez attendre un remède efficace absolu, ni de l'Etat, qui, maître chez lui, ne peut l'être chez les autres, ni de l'ouvrier, qui a des intérêts opposés, et qui est entraîné par des mobiles différents. Corrigez-vous, redevenez simples comme l'ont été vos pères, économes comme eux, laborieux comme eux : ceci avec mesure ; il ne s'agit pas en effet de réduire quoi que ce soit de ce qui est de salubrité ou même d'aisance. Votre siècle est meilleur : profitez-en. Mais tout ce qui est de luxe ou d'abus, réformez-le nettement, chez vous d'abord, ensuite chez les vôtres, indirectement chez

les autres, en supprimant ou en réduisant en ce qui vous touche ce que vous appelez les *occasions*. Vous verrez alors combien tout deviendra facile, et ce que la dignité de votre vie, la paix de votre intérieur et votre indépendance y gagneront.

Enfin, et c'est par là que je termine, pour vous amender plus sûrement, éclairez-vous ; envoyez aux écoles de l'Etat, qui seules distribuent l'instruction vraie, la science solide, vos enfants pendant de longues années, afin qu'ils soient plus heureux et meilleurs que vous. De retour au foyer paternel, et formés par leurs maîtres, ils vous expliqueront ce que vous pouvez mal comprendre, ils feront justice des calomnies quotidiennes accumulées avec un art perfide par les ennemis de l'état présent ; ils détruiront en vous les préjugés, les craintes superstitieuses, les influences pernicieuses et feront de vous des citoyens, comme vous aurez fait d'eux des hommes laborieux et vraiment utiles. Quand vous en serez là, que par une culture sévère vous aurez acquis à la reconnaissance du pays le seul titre qui vous manque, regardez en face ceux qui étaient naguère vos amis, et qui sont en réalité vos seuls adversaires; n'oubliez pas, comme le disait à vos pères il y a soixante ans l'illustre général Foy, n'oubliez pas que vous êtes le nombre, et qu'avec le suffrage universel votre volonté est celle de la nation. Soyez maîtres chez vous, dans la partie du sol que vous fécondez de votre travail ; soyez tous indépendants comme le charbonnier Michaud, pour ne pas être obligés de redevenir quelque jour Jacques Bonhomme ! (1)

TH. DESDEVISES DU DÉZERT,
membre d'honneur de la Société de Géographie de Tours, professeur de Géographie à la Faculté des lettres de Caen.

(1) Extrait de l'Introduction d'un ouvrage à paraître sur la *Géographie du travail*.

TOURS. — IMP. E. ARRAULT ET Cie